

France : Greenpeace demande le retrait progressif de tous les produits de synthèse

Une étude de Greenpeace intitulée « Santé : les pesticides sèment le trouble » vient de compiler les données scientifiques existantes sur l'impact sanitaire des pesticides dont certains sont actuellement autorisés en Europe. « Les conclusions en sont claires : personne n'échappe à l'exposition aux pesticides, mais les agriculteurs et leurs familles font partie des populations les plus exposées à des risques de pathologies graves », indique Greenpeace dans un communiqué du 12 mai.

« Les chiffres sont éloquentes : quand une population est très exposée à certains pesticides, certaines maladies apparaissent davantage que dans le reste de la population. Cette réalité statistique ne peut être ignorée », ajoute encore l'association environnementale.

L'ONG demande au gouvernement français et à l'Union européenne d'interdire progressivement l'utilisation des pesticides chimiques de synthèse (en commençant en priorité par les plus dangereux) et de réorienter les dépenses publiques liées à la recherche et à l'accompagnement des agriculteurs afin de favoriser des pratiques agro-écologiques.

Réaction du collectif Sauvons les fruits et légumes de France

« Si l'ONG avait daigné lire les dernières études statistiques indépendantes sur le sujet, elle en aurait certainement tiré d'autres conclusions », réagit le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France qui en a publié une synthèse : « Cancers, pesticides, maladies professionnelles, parlons-en... vraiment ! ».

Le Collectif estime en effet que les vrais problèmes de santé des agriculteurs ne résident pas dans l'emploi des produits phytosanitaires mais dans les « troubles musculo-squelettiques » causés par un métier physiquement éprouvant.

« Par ailleurs, tout professionnel de l'agriculture, qui connaît un minimum la réalité d'une exploitation agricole sait que l'agriculture « biologique » comme « conventionnelle » nécessite une protection phytosanitaire qui répond aux mêmes exigences en terme d'homologation des pesticides et en terme de bonnes pratiques phytosanitaires. Prétendre le contraire, c'est cacher la vérité aux consommateurs ! », ajoute encore le Collectif sauvons les fruits et légumes.